

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 3 NOVEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) La pagaille
- 2) La grande farce !
- 3) Euh ! le connard...
- 4) Le FN votera Sarkozy
- 5) Pour lui le FN gagnera...
- 6) Béziers « nougat York »
- 7 Vous allez halluciner...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Paris Habitat confronté à un grand remous ménage



Les grévistes occupent depuis le 21 septembre un bout de trottoir devant une HLM du XXe arrondissement de Paris. Photo DR

En grève depuis six semaines pour dénoncer leurs conditions de travail et des «salaires de misère», une cinquantaine d'agents d'entretien d'OMS Synergie, sous-traitant de l'office HLM, sont assignés à comparaître par leur employeur ce lundi.

«Condition du progrès», selon François Hollande, le dialogue social est, ces temps-ci, sur toutes les lèvres. Mercredi, la ministre du Travail présentera ses propositions pour lui donner plus de place dans l'entreprise. D'ici là, les grévistes de la société de nettoyage OMS Synergie seront, eux, entendus par les juges... Leur employeur, un sous-traitant de Paris Habitat, bailleur social de la capitale, les ayant assignés à comparaître, ce lundi, pour «violation de la liberté de travail» et «occupation illicite d'un lieu de travail». Et ce, après six semaines de grève pour dénoncer leurs «conditions de travail inacceptables, pour des salaires de misère». Et sans qu'aucune négociation n'ait débuté.

Irrégularités.

Depuis le 21 septembre, ils sont une cinquantaine, hommes et femmes de ménage, à se relayer devant une HLM du XX^e arrondissement. C'est ici qu'ils s'activent, d'habitude, à sortir les poubelles ou nettoyer les cages d'escalier. Mais, pour l'heure, ils occupent, avec quelques drapeaux SUD, un bout de trottoir. Et tuent le temps en discutant en bambara, wolof ou malinké. Pêle-mêle, ils égrènent les raisons de leur colère : le salaire qui ne tombe que le 13 du mois au mieux, les irrégularités sur les feuilles de paye, l'absence de primes, des revenus proches du Smic et qui n'ont pas bougé depuis vingt ans pour certains, l'absence de treizième mois. Ou encore les tenues de travail données au compte-gouttes.

Le conflit, appuyé par une partie des locataires et des élus Front de gauche, se joue sur le bitume, mais aussi sur les réseaux sociaux. Dans une vidéo en ligne, un gréviste explique : «La société ne nous donne pas le matériel. Certains travaillent avec des Caddie de supermarché. Été ou hiver, on n'a pas de parka, pas de gants, pas de chaussures de sécurité, alors qu'on travaille avec des produits toxiques». «C'est comme au Moyen Age», résume Sarah Bouhali, de SUD Nettoyage, qui les soutient. Mais le cahier de doléances n'émeut pas OMS Synergie. Poussée par son client, Paris Habitat, et la mairie de Paris, à chercher une issue

au conflit, l'entreprise n'a rien trouvé d'autre que de convoquer les grévistes au tribunal. Une solution qui ne satisfait pas Ian Brossat, adjoint à la mairie de Paris chargé du logement. «La situation, aussi préjudiciable pour les salariés que les locataires, doit être débloquée au plus vite. Par ailleurs, nos bailleurs doivent travailler sur la question des appels d'offres, en intégrant de meilleures clauses sociales dans les contrats avec les prestataires», prévient l'élu. Car, dans le secteur, les renouvellements de marché - tous les quatre ans chez Paris Habitat - pèsent sur le personnel.

Certes, la convention collective oblige tout nouveau prestataire à réembaucher les salariés en poste, comme cela a été le cas, il y a un an et demi, lorsqu'OMS Synergie a repris une partie du marché. Mais ce morcellement de carrière les empêche d'obtenir des avantages et de faire valoir leur ancienneté. «Tout est fait dans les règles de l'art», se défend de son côté Catherine Compét, responsable d'OMS Synergie, qui évoque des «procédures rigoureuses» et la possibilité d'obtenir des acomptes automatisés pour le versement du salaire. Quant aux autres revendications, «il n'y en a pas, tranche-t-elle, puisque les demandes des grévistes n'ont rien à voir avec ce que demandent les représentants syndicaux».

Menée par SUD Solidaires, minoritaire au sein de l'entreprise, la grève n'est en effet pas suivie par les deux principaux syndicats de l'entreprise, FO et CGT. «Il faut être réaliste, explique Clément Kolagbe, un chargé de clientèle, délégué FO et hostile au mouvement. Dans notre convention collective, il n'y a pas de treizième mois.» Et d'ajouter, non sans dédain : «Quant aux augmentations, elles se font au cas par cas, selon les compétences. Or 90 % des salariés ne savent pas lire. Quand vous ne savez même pas déchiffrer un pictogramme de produit dangereux, comment voulez-vous passer à une qualification supérieure ?» Même discours de Bruno Collignon, délégué syndical CGT et responsable d'exploitation : «Il faut savoir composer. Les conditions de travail ne sont pas déplorables. Il y a pire ailleurs.» De quoi attiser la méfiance des grévistes, pour qui CGT et FO «cherchent surtout à étouffer le mouvement».

«Paix sociale».

Ce qui n'étonnerait guère Claude Lévy, responsable du syndicat CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE), habitué des démêlés avec les grands groupes de nettoyage et certains syndicalistes «casseurs de grève». «Dans le nettoyage, les sociétés achètent la paix sociale. D'ailleurs, vous n'y trouverez aucun représentant du personnel au plus bas de l'échelle. Ils les tiennent en leur donnant des promotions», raconte-t-il. Il y a quelque temps, une émission de Canal + pointait également le fait que la CGT propreté avait perçu des chèques, sous forme de dons, des grandes entreprises du secteur. Autant de clivages qui enveniment la situation. «Le dialogue a du mal à s'instaurer», reconnaît Catherine Compét.

Ces derniers jours, la tension est montée d'un cran. Une plainte aurait été déposée par un responsable pour une agression par un locataire favorable au mouvement de grève. La direction évoque aussi des «dégradations» de la part des grévistes. Paris Habitat parle plutôt de «poubelles renversées et de mouvements d'humeur». Quant aux grévistes, ils soupçonnent OMS Synergie de recourir illégalement à de la main-d'œuvre extérieure pour les remplacer. Ou encore de les mettre sous pression. «Ils nous filment et ils nous disent "on vous tient". Ça veut dire quoi ? Ils veulent nous piéger», s'agace l'une d'entre eux. Aux juges désormais, et à l'inspection du travail, également saisie du dossier, de débloquent une situation devenue explosive. Preuve que le dialogue social ne se décrète pas.

Amandine Cailhol



II) Retraités modestes exonérés d'impôts locaux : pourquoi maintenant ?

Par L'Obs

Les retraités aux revenus modestes qui ont découvert qu'ils devaient payer la taxe foncière ou la taxe d'habitation cette année en seront finalement exonérés, a promis le Premier ministre Manuel Valls.



Manuel Valls à une conférence de presse sur la stratégie nationale pour la sécurité du numérique, le 16 octobre 2015 à Paris (BERTRAND GUAY / AFP).

Les retraités peuvent souffler. Ceux qui ont payé des impôts locaux cette année alors qu'ils en étaient jusque-là exonérés, seront "remboursés". Le Premier ministre Manuel Valls a ainsi annoncé dimanche 1er novembre l'extension à 2016 du maintien de l'exonération des impôts locaux pour les retraités aux revenus modestes, initialement limitée à 2015.

"Fiscalité locale des retraités : nous maintiendrons l'exonération pour 2015 et 2016 ! #fiscalitéjuste", a posté le Premier ministre sur son compte Twitter.



Manuel Valls @manuelvalls
Fiscalité locale des retraités : nous maintiendrons l'exonération pour 2015 et 2016 ! #fiscalitéjuste
7:12 PM - 1 Nov 2015 · Paris, Ile-de-France, France

"Les personnes qui étaient exonérées jusque-là [...] continuent à bénéficier de cette exonération en 2015", a déclaré Christian Eckert au "Journal du Dimanche", dans le sillage de l'engagement de Manuel Valls, qui avait affirmé samedi vouloir "neutraliser l'impact" de la hausse des impôts locaux affectant certains retraités modestes.



Manuel Valls, @manuelvalls
Fiscalité locale des retraités : notre engagement est simple, neutraliser l'impact d'une situation aussi brutale qu'injuste.
MV7:30 PM - 31 Oct 2015 · Paris, Ile-de-France, France

Combien de personnes concernées ?

Sont concernés les retraités, jusque-là exonérés, qui ont découvert en 2015 qu'ils devraient s'acquitter de la taxe foncière (pour les propriétaires) ou la taxe d'habitation (pour les locataires). Selon le "JDD", cela représente 250.000 personnes.

Comment procéder ?

"Les personnes concernées qui auraient déjà payé ces impôts en 2015 seront remboursées sans démarche particulière", a expliqué Christian Eckert.

Nous voulons que les personnes qui étaient exonérées jusque-là et dont le revenu n'a pas augmenté continuent à bénéficier de cette exonération en 2015. Nous allons préparer une disposition législative en ce sens."

Des précisions sur le dispositif mis en place par le gouvernement, en liaison avec le groupe socialiste à l'Assemblée, seront données dans la semaine.

Pourquoi maintenant ?

Les députés socialistes avaient alerté lundi dernier Manuel Valls "sur l'explosion de la taxe foncière qui touche de nombreux citoyens retraités", une situation jugée "insupportable pour nombre" d'entre eux. Ces retraités, "nombreux à toucher de petites retraites, souvent en dessous de 1.000 euros", ont découvert "qu'ils devraient désormais s'acquitter de la taxe foncière, dont ils étaient exonérés jusqu'à présent", soulignaient-ils dans un courrier au Premier ministre. "Les montants réclamés pouvant aller "de 500 à 1.000 euros".

Jean-Louis Bricout, député PS de l'Aisne, raconte par exemple :

J'ai vu arriver dans ma permanence une veuve les larmes aux yeux parce qu'elle tombait dans l'impôt en devant payer 700 euros pour une pension de 1.000 euros."

Quelle est la cause ?

Le problème soulevé par les députés est une conséquence de la suppression de la demi-part des veufs, votée en 2008 par la majorité précédente. Cette demi-part fiscale profitait auparavant aux parents isolés ou aux veufs et veuves ayant eu un enfant. Cet avantage devait se réduire petit à petit, jusqu'à disparaître totalement en 2014.

Une fois au pouvoir, la gauche n'est pas revenue sur cette suppression. Le bénéfice n'a été maintenu que pour les personnes ayant élevé seules leurs enfants pendant au moins cinq ans.

Comment la mesure est-elle reçue ?

"Trop d'impro tue l'impôt", titre "La Voix du Nord" inspiré par ce nouveau rétropédalage gouvernemental. Et avec ironie :

Monsieur Bricolage travaille aussi le dimanche. Christian Eckert tient ce rôle au sein du gouvernement."

"Un ministre de la République qui appelle les contribuables à ne pas payer un impôt, c'est du jamais-vu", s'amuse "Aujourd'hui en France/Le Parisien" qui estime que cette "situation inédite qui témoigne au mieux d'un manque de coordination entre le gouvernement et son administration. Et au pire, d'une coupable légèreté d'un certain nombre de responsables".

"Etouffer toute nouvelle grogne fiscale avant les régionales, c'est l'un des objectifs désormais prioritaires de l'exécutif", décrypte "Libération". Ouand "Paris-Normandie" persifle :

A l'heure de la simplification, voilà un bel exemple d'imbroglio kafkaïen qui sera finalement démêlé. Mais ne dites surtout pas qu'il s'agit d'une opération électorale à cinq semaines des régionales..."

A.S. avec AFP

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Réponse d'un «connard» à Nathalie Kosciusko-Morizet

Tribune de Benoît Rittaud, mathématicien, maître de conférences à l'université Paris-13 et blogueur.



Benoît Rittaud DR

On pensait avoir atteint les sommets de l'alarmisme climatique bête et méchant. Du côté bête, François Hollande avait lancé à la tribune des Nations-Unies que le «dérèglement» climatique causait des tremblements de terre - un sacré scoop qui devrait épater plus d'un géologue.

Du côté méchant, Le Monde s'était illustré en ouvrant ses colonnes à un «historien» selon qui le «dérèglement» climatique fera bientôt émerger un nouvel Hitler dont, en quelque sorte, les climato-sceptiques seront les SS.

Impossible de faire mieux, se disait-on... Et pourtant si car, en fait de propagande climatique, l'imagination de nos élites plus vertes que vertes est sans limites. Dès lundi en effet, Nathalie Kosciusko-Morizet, en une brillante synthèse du bête et du méchant, a affirmé que les climato-sceptiques étaient des «connards». Tout simplement.

La presse mainstream ayant depuis longtemps fait le choix de la soumission intellectuelle à l'alarmisme climatique (et donc le choix collatéral de se faire le relais servile de la communication gouvernementale pour la conférence Paris Climat), il ne fallait pas compter sur l'esprit Charlie d'un éditorialiste pour prendre, fût-ce modestement, la défense de ceux qui osent une pensée non-conforme. La palme de la courtoisie revient à Philippe Bilger qui, dans Le Figaro, a même réussi l'exploit de s'appuyer sur le mot de l'ancienne ministre pour faire un portrait de celle-ci qu'on classera, au choix, dans le rayon des hagiographies ou des lettres d'amour.

Le buzz autour du propos fin et délicat de Nathalie Kosciusko-Morizet aura eu au moins l'utilité pour elle de faire oublier l'argument (si l'on peut dire) qui étayait son jugement, «argument» qui consistait à ridiculiser l'affirmation qu'un réchauffement climatique serait bon pour le tourisme.

Il est certes plus facile de s'opposer à un propos de café du commerce qu'à tous les éléments scientifiques qui montrent de façon de plus en plus claire que l'alarmisme climatique n'a pas lieu d'être. Car non, il n'y a pas plus de cyclones aujourd'hui que par le passé. Non, la banquise n'est pas à la veille de disparaître. Non, depuis quinze ou vingt ans la Terre ne se réchauffe plus. Non, nous ne sommes pas menacés par le Déluge - ceux qui voudraient mentionner les Maldives sont invités à prévenir d'urgence tous ces idiots d'investisseurs qui, ces dernières années, ont financé la construction d'aéroports internationaux sur plusieurs de ces îles dont le point culminant est de l'ordre d'un mètre.

Un jour, il sera permis de parler de tout cela sans être traité de «connard» ni devoir faire face au complotisme ambiant selon lequel les climato-sceptiques seraient tous stipendiés par l'industrie des énergies fossiles.

Ce jour n'est plus si lointain. Bien sûr, il ne faut pas trop compter sur nos décideurs et faiseurs de (bonne) opinion pour le faire advenir, mais le rempart majeur au terrorisme intellectuel qu'est l'indifférence n'a jamais été si grand à moins de deux mois de la COP21. Mieux : certains, comme par exemple au sein du nouveau Collectif des climato-réalistes, ont décidé d'exprimer à visage découvert leur opposition à la doxa climatique régnante.

Ils sont scientifiques, ingénieurs, chefs d'entreprise, médecins, juristes, agriculteurs ou encore enseignants. Ils sont autant de «connards» avec lesquels il faut désormais compter.

Benoît Rittaud est mathématicien, maître de conférences à l'université Paris-13 et blogueur. Son dernier livre : La Peur exponentielle (PUF, 2015). Il est aussi l'auteur de l'un des feuilletons de l'été 2015 de l'Opinion, Le Référendum maudit.

IV) Nicolas Sarkozy gagnerait la primaire de droite grâce aux voix du... FN

Par Jean-Christophe Chanut



S'il veut gagner la primaire de la droite en 2016 face à Alain Juppé, Nicolas Sarkozy a intérêt à ce qu'une frange significative des sympathisants du Front National participe à ce scrutin. (Crédits : Reuters)

Selon un sondage BVA/Presse régionale, Nicolas Sarkozy s'imposerait au deuxième tour de la primaire de droite (52%) face à Alain Juppé (48%). Et ce, grâce aux voix des sympathisants Front National qui comptent participer à cette primaire..

Nicolas Sarkozy sera-t-il désigné candidat de la droite à l'issue de la primaire des 20 et 27 novembre 2016 ? Si l'on en croit le dernier sondage BVA, à un an de l'échéance, la réponse est positive. Il ferait mordre la poussière à Alain Juppé au deuxième tour... grâce aux voix des sympathisants du FN qui comptent participer à cette primaire. Ce sondage BVA pour la presse régionale, paru ce lundi 2 novembre, a été réalisé du 20 au 27 novembre auprès d'un total de 11.244 personnes inscrites sur les listes électorales dont 5.012 sympathisants de droite, du FN et du centre. 4.347 sympathisants de la gauche et du Modem ont été également sondés pour connaître leur attitude en cas de primaire à gauche.)

Un quart des sympathisants de droite certains de

Si l'on se concentre sur cette primaire de droite, 25% des sondés de ce camp déclarent qu'ils y participeront « certainement », 22% « probablement », 20% « probablement pas » et 28% « certainement pas ». Ce potentiel de participation est logiquement plus significatif chez les sympathisants du parti "Les Républicains" LR (32%), ainsi que chez les plus de 65 ans et les professions indépendantes (28%).

A l'inverse, la primaire fait moins recette chez les employés (21%), les ouvriers (18%) et, sur le plan politique, auprès des sympathisants de l'UDI (23%), du Front National (21%), de Debout la France (21%) et du MoDem (16%). Il est tout de même intéressant de noter que pas loin du quart des sympathisants du Front National (FN) compte participer à la Primaire LR...

Ainsi, et ceci influe directement sur le choix du candidat, « l'électeur type » de la primaire à droite est plutôt plus âgé et plus proche des partis LR ou du FN que la moyenne des sympathisants de droite et du centre.

Nicolas Sarkozy s'imposerait d'une courte tête (52%)...

Dans ces conditions, c'est Nicolas Sarkozy qui arriverait en tête des suffrages au premier tour avec 38% des intentions de vote. Il devancerait de sept points Alain Juppé (31%), puis suivrait - très loin - Bruno Le Maire (11%). François Fillon ne ferait « que » 8%, devant Nadine Morano (5%), Xavier Bertrand (2%), Nathalie Kosciusko-Morizet (2%), Hervé Mariton (2%) et... Jean-François Copé (1%).

C'est auprès des moins de 35 ans (54%) que Nicolas Sarkozy réalise ses meilleurs scores. Les intentions de vote en sa faveur sont aussi très élevées auprès des sympathisant LR (48%), ce qui est logique, mais aussi chez les sympathisants du FN (40%).

L'actuel positionnement très « droitier » de l'ancien chef de l'Etat semble donc tactiquement plutôt bien vu. Alain Juppé, lui, a plutôt la côte chez les plus de 65 ans (38%) et les indépendants (34%).

Au deuxième tour, Nicolas Sarkozy s'imposerait avec 52% des intentions de vote contre 48% pour Alain Juppé. Alors, certes, le maire de Bordeaux bénéficierait de reports de voix meilleurs que Nicolas Sarkozy : 54% des anciens soutiens de Bruno Le Maire voteraient pour lui au deuxième tour, contre 29% qui se reporteraient sur Nicolas Sarkozy et 17% qui s'abstiendraient ; de même, l'ancien premier ministre de Jacques Chirac pourrait compter sur 49% des anciens soutiens de François Fillon, contre 31% pour Nicolas Sarkozy et 20% qui s'abstiendraient.

... Grâce aux voix des sympathisants FN, s'ils participent

Mais ceci ne suffirait donc pas. Alain, Juppé, selon le sondage BVA, ne disposerait pas assez de réserves de voix. En fait, et c'est un élément central de ce sondage, c'est de la mobilisation réelle des sympathisants du FN ayant l'intention de participer à la primaire de la droite que le résultat va en grande partie dépendre. En effet, au deuxième tour, Nicolas Sarkozy rafle 64% des voix des sympathisants FN, qui rappelons le, sont 21% à se déclarer vouloir participer à cette primaire. Or, si l'on recentre les intentions de vote de deuxième tour sur les seuls sympathisants du MoDem, de l'UDI et de LR, il est à souligner qu'on parvient alors à une situation légèrement plus favorable à Alain Juppé qui recueillerait 51% des suffrages, contre 49% à Alain Juppé. Nicolas Sarkozy a donc tout intérêt à développer un discours qui attirerait l'électorat FN vers la primaire de droite... Pour ce faire, il lui reste 12 mois. A l'inverse, Alain Juppé doit labourer les terres du centre pour augmenter son capital de voix, même s'il mobilise déjà au premier tour 68 % des électeurs du MoDem et 66 % de ceux de l'UDI.

Dans l'autre camp, à gauche, 23% des sympathisants participeraient à une primaire si elle était organisée ce qui, pour l'instant - malgré quelques appels dans ce sens -, n'est pas à l'ordre du jour. Et c'est Manuel Valls qui arriverait en tête au premier tour avec 33% des voix. François Hollande arriverait en deuxième position (22%), suivi de Martine Aubry (17%). Mais ces données sont nettement moins significatives que celles consacrées à la primaire de droite.

En effet, en cas de primaire à gauche, on ne connaît pas, actuellement, les éventuels postulants officiels.

LA
TRIBUNE

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Cambadélis (PS) : le FN «est surcoté et ne gagnera aucune région»



Le Front national «est surcoté et ne gagnera aucune région» aux élections, a estimé lundi soir le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis. Capture d'écran/BFMTV

Le Front national «est surcoté et ne gagnera aucune région» aux élections, a estimé lundi soir le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, pour qui «la bataille se joue entre le PS et Les Républicains».

«Les mêmes sondeurs nous avaient pronostiqué la victoire du FN aux départementales dans l'Aisne et dans le Vaucluse. Ça ne s'est pas passé (...) Il y a une protestation, ce n'est pas pour autant que cela se transformera en vote», a jugé M. Cambadélis sur BFMTV.

«Le FN n'est pas le juge de paix de ces élections. Dans onze régions, la bataille est entre le PS et Les Républicains. Dans deux, cela se jouera peut-être à trois», a-t-il affirmé.

Si néanmoins le FN l'emportait en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, comme l'indiquent pour le moment les sondages, «ce serait un échec collectif de toutes les formations, des Républicains jusque l'extrême gauche», a-t-il jugé.

«Tout le monde devra faire son examen de conscience. Nous, nous avons mené la bataille contre l'extrême droite et pour l'unité de la gauche», a-t-il répété.

Le Parisien

VI) Pas la meilleure image de la France... Béziers, une "ville modèle pour l'extrême droite", fait la une de l'édition internationale du "New York Times"

International New York Times

TUESDAY, NOVEMBER 3, 2015

U.S. effort to train allies in Syria hits roadblock

EIN EISSA, SYRIA

Predominance of Kurds, not Arabs, could limit impact on ISIS battle

BY BEN HUBBARD

Sitting near the earthen wall that separates this deserted town from the Islamic State's front line, an Arab rebel commander bitterly recalled being chased from his Syrian home town by the jihadists. He detailed what he would need to strike their stronghold in the city of Raqqa, about 30 miles south of here: ammunition, radios, heavy weapons and American airstrikes.

At another position nearby, a swaggering Kurdish commander listed his militia's victories against the Islamic State before acknowledging that he — like many of his fighters — was not Syrian. He was from Iran and unabashed about being another foreign fighter in Syria's civil war.

"I came to bring democracy, while ISIS came to kill," said the commander, Cali Calo. "That is the difference."

Both men's fighting groups are part of the latest effort by the United States to create an alliance within Syria to battle the Islamic State after the high-profile failure of a \$500,000 million program to train and arm an effective force.

American officials announced the new alliance last month as the Syrian Democratic Forces, and emphasized that it would add a vital Arab element to the fight against the Islamic State in Syria as operations against the group in Iraq have picked up. President Obama announced plans last week to deploy dozens of special operations troops to Syria to support it.

But a week of interviews and frontline visits across northern Syria with many of the forces involved in the alliance made clear that so far it existed in name only and was overwhelmingly Kurdish, not Arab, in nature.

That demographic fact poses a significant challenge as the effort to claw back Syria, PAGE 6



A Kurdish position on the eastern bank of the Euphrates River. The United States has struggled to enlist forces to fight the Islamic State, but its new allies are poorly equipped and disorganized.

French town becomes a far-right model

BEZIERS, FRANCE

Mayor who once fought for press freedom takes on Muslim immigrants

BY ADAM NOSSITER

In a past life he was France's leading advocate for journalists, fighting to spring them from dictators worldwide, a fearless defender of freedom of the press on

four continents and a hero to free-speech advocates.

That was then. Now, Robert Ménard, the man who founded Reporters Sans Frontières, or Reporters Without Borders, has become the poster boy for right-wing extremism in France.

No longer a journalists' advocate but the mayor of the largest city under far-right control in France, he says there are too many immigrants in his town, too many veils, too many Muslim children and too much culture that is not French.

Mr. Ménard has ordered the laundry off the window ledges, the satellite dishes off the roofs and Syrian refugees out of public housing.

He has counted the Muslim children in schools here — a strict no-no in secular France — and increased police patrols on horseback in this white-washed old Mediterranean city of 70,000 people, high unemployment, high poverty, narrow stone streets and ancient churches.

"People feel like they are being replaced," Mr. Ménard said in an interview

inside the 18th-century city hall. "Immigration has become massive."

For the far right in France, his tenure as mayor of Béziers has become a laboratory of sorts, watched with fascination by the country's media, chagrin by liberal-minded opponents and glee by the National Front, the far-right party of Marine Le Pen.

Mr. Ménard is not a member of the National Front — he fashions himself as an independent — and says he is more pro-capitalist than the Front — but has town

FRANCE, PAGE 5

Differences mount over cause of Egypt crash

MOSCOW

Offering no evidence, airline claims pilots and plane were not at fault

BY NEIL MACFARQUHAR

The mystery deepened on Monday over the weekend crash of a Russian charter plane on the Sinai Peninsula in Egypt that killed all 224 aboard, with company executives ruling out technical or human error, only to be upbraided by aviation officials who called such assertions premature.

As representatives from at least five countries joined the investigation of the Airbus jetliner crash, new questions also arose about the aircraft's repair history and the possibility that a terrorist act felled it on Saturday.

The Metrojet flight full of mostly Russian vacationers, bound for St. Petersburg from the Egyptian resort of Sharm el-Sheikh, plummeted after reaching cruising altitude, scattering in chunks and bus across Sinai. The lack of information has combined with unsubstantiated claims by the Islamic State that its militants destroyed the aircraft to avenge Russia's immersion into the Syria war.

Senior officials at Metrojet, the charter company that operated the aircraft, sounded definitive in their insistence that the plane and crew were faultless.

"We absolutely exclude the technical failure of the plane, and we absolutely exclude pilot error or a human factor," Aleksandr A. Smirnov, a former pilot and the airline's deputy director for aviation, told a packed news conference in Moscow.

Mr. Smirnov said the crash could have been caused by "an external impact on



"Pour l'extrême droite en France, Béziers dirigée par Robert Ménard est devenue un laboratoire du genre, regardé avec fascination par les médias nationaux, avec chagrin par l'opposition, avec enthousiasme par le Front national", écrit le journaliste.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Mais qui se soucie vraiment du programme hallucinant de Marine Le Pen?



Marine Le Pen à l'université d'été du FN le 6 septembre 2015. (AFP / ANNE-CHRISTINE POUJOLAT)



Ghislaine Ottenheimer
Journaliste

La patronne du FN caracole en tête des derniers sondages. Une ascension exponentielle qui fait oublier que personne n'ose affronter réellement Marine Le Pen sur le terrain des propositions concrètes du parti d'extrême droite.

Dans les sondages, les scores de Marine Le Pen sont hallucinants. En Nord-Pas-de-Calais-Picardie, elle est créditée dans un sondage BVA de 46% des intentions de vote au second tour en cas de triangulaire, loin devant le républicain Xavier Bertrand (29%) et le socialiste Pierre de Saintignon (25%).

Même si le candidat PS se retirait, le candidat de la droite serait battue. 48% contre 52% ! Et rien ne semble pouvoir stopper l'accélération de la popularité de la leader du FN.

Tout est prétexte à la mettre au centre du jeu. Elle en profite, provoquant les esclandres, se démarquant du système....

Cette ascension est exponentielle, et proportionnelle au délitement des partis de gouvernement. Aucune idée, aucune vision. La droite est totalement autocentrée, focalisée sur les primaires. Il est juste question de se marquer à la culotte. De faire preuve d'originalité. Souvent pour le pire. Quant à la gauche, divisée, écartelée, elle est tétanisée. François Hollande use et abuse de sa fonction pour se montrer urbi et orbi, sans aucun message, tel le bon roi, préoccupé de tout, attentif, de bonne composition.

Mais qui affronte réellement Marine Le Pen? Nicolas Sarkozy en parlant de son manque d'humanité tout en flirtant avec les thématiques sécuritaires et anxiogène du FN? François Hollande en stigmatisant en permanence la leader frontiste au nom des valeurs pour en faire son adversaire privilégiée dans l'espoir de dégonfler la droite républicaine? Comme l'avait fait Manuel Valls avant les élections municipales avec l'échec qu'on connaît.

Des mesures qui font fuir les investisseurs

Qui s'indigne vraiment des propositions du FN, comme vient de le faire la fondation Concorde? Qui dénonce sa volonté floue de sortir de l'euro, sa promesse illusoire de réinstaurer des droits de douane?

Qui a chiffré ses dépenses hallucinantes, avec le relèvement des pensions et des petits salaires de la fonction publique, avec 15,3 milliards de dépenses supplémentaires pour une cinquième branche de la sécurité sociale dédiée à la dépendance, avec la création d'un revenu parental, sans compter l'augmentation des budgets de la Justice, de la Police, de la Défense..... Qui connaît la nature du choc fiscal annoncé: une taxation accrue du capital, et des plus aisés, avec non seulement un alignement de la taxation des revenus du capital sur ceux du travail, comme l'a fait François Hollande (avec les dégâts qu'on connaît) , mais la création d'un impôt progressif unique sur le patrimoine, fruit de la fusion taxe foncière et ISF? Des mesures qui feraient fuir encore un peu plus les investisseurs.

Non on se contente de petites phrases. On agite les tabous. Notre démocratie s'est dévitalisée, elle est devenue irrationnelle, ballottée au rythme des événements médiatiques et des tweets.

A force d'alternance, et de renoncements face aux mesures courageuses indispensables pour moderniser la France, les Français se sont découragés. Le discours social-libéral pro-européen n'est plus audible. Il est répété depuis 30 ans -de manière édulcoré- et jamais appliqué. Donc jugé inefficace. D'où le succès des souverainistes et autres contempteurs de l'identité nationale. Le régime présidentiel et l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel ont participé à ce délitement de notre démocratie, en favorisant à outrance la démagogie et la posture, au détriment de la réflexion collective. Marine Le Pen se délecte.

Il ne sert à rien de se lamenter. Chacun doit faire son examen de conscience, électeurs compris, et réfléchir à la pertinence du programme FN. C'est la seule façon d'endiguer le vote populiste.

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue